

« Un examen sérieux à sauvegarder »

Tant que le système de notation actuel sera en vigueur, le maintien du baccalauréat s'impose, estime André Antibi, l'auteur de « La constante macabre ».

La constante macabre ? Au départ, un constat. Professeur à l'université Paul Sabatier de Toulouse, agrégé de mathématiques, André Antibi a trouvé il y a quelques années qu'une règle terrible régissait le système français d'évaluation. Elle n'a d'équivalent ni dans les pays nordiques, ni aux Etats-Unis, ni au Canada, ni en Allemagne, mais s'applique cruellement en Belgique, en Espagne, dans certains pays du Maghreb qui prennent exemple sur la France : inconsciemment, les enseignants, quelle que soit le niveau de leur classe, font en sorte d'obtenir grosso modo un tiers de bons élèves, un tiers d'élèves moyens et un tiers d'élèves en échec. Pourquoi ? « *Pour ne pas apparaître laxistes aux yeux de leurs collègues et des parents d'élèves* », affirme le chercheur en sciences de l'éducation. Quand il a voulu rendre publique cette trouvaille, aucun éditeur, pour ne pas peiner le « *mammouth* », n'a accepté de la publier. André Antibi s'est donc résolu à le faire à compte d'auteur (éditions Math'Adore...) avec l'appui et une préface de l'ancien ministre de la Recherche, aujourd'hui décédé, Hubert Curien. Par le bouche-à-oreille et grâce au relais médiatique, son livre a suscité un tel intérêt qu'aujourd'hui existe un puissant Mouvement contre la constante macabre (MCLCM), qui a reçu l'onction de vingt-huit organisations : des syndicats d'enseignants, de chefs d'établissements, de conseillers pédagogiques, du public comme du privé, des fédérations de parents d'élèves. Le ministère de l'Education semble même prêt à mettre en place un plan d'expérimentation. André Antibi, qui réunit son Mouvement mercredi à Paris, s'explique.



André Antibi. D.R.

- Qu'appellez-vous précisément la constante macabre ?

- C'est le pourcentage constant d'élèves qui doivent se trouver en situation d'échec - mais un échec artificiel ! - quoi que l'on fasse, pour que le système paraisse crédible. Pour simplifier, c'est un tiers de la classe, parfois bien plus. Il suffit de prendre les relevés de notes des établissements pour vérifier la véracité de ce que je dis alors que l'on sait bien qu'il y a des profs meilleurs que d'autres, des lycées où l'on travaille davantage. On ne trouve d'exceptions que dans les matières considérées à tort comme secondaires : la gymnastique, les arts plastiques, la musique... et les lycées professionnels. Même en primaire, je l'ai constaté.

- Qu'en avez-vous déduit ?

- C'est un phénomène de société, un dysfonctionnement général. Même les parents d'élèves jouent dans cette pièce de théâtre. Imaginez que les enfants d'une classe aient une moyenne de 14/20 dans une matière principale (mathéma-

tiques, français...), la première fois, ils diraient que c'est un accident. Ensuite, ils iraient voir le chef d'établissement pour s'inquiéter de ce prof si généreux. On fait faire aux enseignants le sale boulot de sélectionneurs plus que de formateurs.

Une « heureuse rupture »

- Est-ce aussi le cas pour le baccalauréat ?

- Non, au contraire. Le bac est une heureuse rupture dans un système d'évaluation totalement catastrophique. Des commissions se réunissent matière par matière pour élaborer les sujets qui ne sont pas là pour piéger les élèves. Le bac est un examen sérieux. C'est pourquoi les résultats obtenus sont satisfaisants, souvent meilleurs que dans l'année scolaire. Et croyez-moi, on n'en fait pas cadeau aux candidats. Tant qu'il n'y aura pas de changement dans notre système d'évaluation, il faut garder le bac. Et refuser le

contrôle continu. Mais la porte est ouverte si on arrivait à modifier la notation au collège et au lycée, comme je le propose par contrat de confiance et comme 200 enseignants, déjà, le mettent en pratique. Il suffirait d'une directive ministérielle. Inutile de changer les programmes, ni la manière d'enseigner. On ne touche qu'aux contrôles : une heure sur douze. On prévient l'élève de ce qu'il aura à travailler, à condition qu'il l'ait compris.

- N'est-ce pas trop facile ?

- Non. Ce qui ressort de l'expérience, c'est que les élèves travaillent beaucoup plus et sont moins stressés - la France est dernière à l'OCDE pour le mal être des élèves. Il y a encore des mauvaises notes, bien sûr, mais moins qu'avant, et on sait pourquoi. Surtout, les élèves sont responsabilisés. On leur montre que le travail est récompensé.

Propos recueillis
par Michel VAGNER